

capacité d'épargne ou plutôt les options de rechange sont extrêmement limitées pour les détenteurs de carnets d'épargne et de dépôt. La très grande majorité de ces détenteurs de carnets d'épargne et de dépôt – nous avons vu, à l'aide des chiffres que j'ai donnés tout à l'heure, qu'ils sont très nombreux – n'a pratiquement aucune autre possibilité d'épargne que le carnet. Ces épargnants ne peuvent pas investir dans l'euro-dollar, ni dans l'immobilier, ni nulle part ailleurs. Il y a certes les bons de caisse, mais là le problème est le même. Autrement dit, chaque famille a besoin d'avoir un minimum d'économies pour faire face à ce qu'on appelle banalement «les coups durs». Presque toutes les familles ont donc pratiquement un carnet d'épargne; or tous les carnets d'épargne sont frappés par la dévaluation. Si vous prenez aujourd'hui un taux d'intérêt de $5\frac{3}{4}$ ou même $6\frac{1}{2}$ pour cent, vous avez encore une perte nette de votre argent de 6 pour cent. Alors que les gens modestes n'ont que le carnet d'épargne, les couches plus favorisées peuvent investir ailleurs, réduire leurs dépôts sur carnets d'épargne et chercher d'autres solutions pour prévenir la dévaluation de l'argent. Mais j'insiste: M. Lang, banquier, est d'accord avec l'analyse socialiste. L'immense majorité des épargnants n'a pas de solution de rechange et doit subir passivement, tant que le Conseil fédéral ne fait rien, l'érosion progressive de ses économies.

Je demanderai au Conseil fédéral d'être simplement cohérent avec lui-même. Il prêche lui l'épargne privée, la renonciation à la consommation immédiate. Il encourage cette épargne, cela fait partie de sa doctrine de gouvernement. Je prends l'exemple de l'AVS. Il prône encore aujourd'hui la théorie des trois piliers, selon laquelle on demande à nos vieux, à nos travailleurs d'économiser au-delà de la prévoyance professionnelle, au-delà de la rente de l'Etat, d'économiser personnellement. Troisième solution pour leurs vieux jours: constituer des carnets d'épargne ou de dépôt.

Eh bien! j'affirme qu'aussi longtemps que le Conseil fédéral maintient cette théorie de l'épargne – et je ne vois pas comment il pourrait faire autrement pour l'instant, les rentes populaires AVS ayant été refusées – que tant qu'il encourage les travailleurs à épargner et à porter leur argent à la banque sur des carnets d'épargne, il doit être cohérent et honnête envers lui-même et accepter maintenant de protéger cette épargne, épargne qui se vide lentement de sa substance et qui n'est trop souvent somme toute qu'une tromperie pour les gens les plus modestes de notre population.

Je prie donc le Conseil fédéral de bien vouloir accepter d'examiner ma proposition limitée, à savoir l'indexation des carnets d'épargne détenus par les couches les plus modestes de notre population, c'est-à-dire ceux atteignant au maximum 10 000 francs.

M. **Chevallaz**, conseiller fédéral: Je suis tout à fait navré de devoir m'opposer au postulat de M. Ziegler, pour une fois qu'il se trouve en compagnie fort distinguée de bon nombre de banquiers et de références dont je ne saurais – quant à moi – me prévaloir avec autant d'ardeur. Le Conseil fédéral a déjà eu l'occasion de se prononcer sur ce problème de l'indexation. Vous vous souvenez, sans aucun doute, de la réponse à l'interpellation de M. Salzmann, le 1er mars 1972. Tout récemment encore, M. Eibel – M. Ziegler le rappelait –, avec un postulat touchant l'ensemble de l'indexation, plus large et plus vaste que celui de M. Ziegler, a eu la très grande élégance de retirer sa démarche et m'a dispensé de la réponse. M. Ziegler a relevé les avantages d'une solution d'indexation de l'épargne et plus particulièrement de la petite épargne. Je ne les reprends pas, je ne les conteste pas, car il est juste de dire que les petits épargnants sont les principales victimes de l'inflation. Mais il faut bien considérer que les avantages d'ordre social et politique de cette indexation que vous nous proposez sont contrebalancés par de très

graves inconvénients. L'indexation, en toute circonstance, il faut bien le dire, est un élément d'inflation. Les coûts supplémentaires imputables à l'indexation sont généralement répercutés en période d'inflation et la hausse des prix a tendance à s'amplifier.

Pourrait-on se limiter à l'indexation seulement des carnets d'épargne jusqu'à un certain montant? Il faut considérer que les marchés monétaires et financiers sont très indépendants. L'indexation des avoirs ne saurait se limiter au dépôt d'épargne; il y aurait lieu alors d'indexer toutes les créances. L'indexation des fonds d'épargne seule risquerait de conduire à des retraits d'autres placements, à des transferts, à un véritable rush et à une multiplication des carnets d'épargne au détriment des bons de caisse, au détriment des emprunts à long terme dont nous avons besoin. Les transferts qui s'ensuivraient rendraient encore plus âpre la lutte pour se procurer des fonds à moyen et à long terme, on ferait ainsi monter le taux d'intérêt, en particulier le taux hypothécaire, avec les effets bien connus qui en découleraient, vous le savez, pour les loyers comme pour les produits et les prix des produits agricoles.

Autrement dit, partant d'une intention extrêmement louable, j'y rends volontiers hommage, cette proposition irait directement à l'encontre de l'objectif poursuivi qui est de lutter contre l'inflation. L'indexation aggraverait, donc en définitive, la situation de l'épargnant qui est à la fois lui aussi consommateur et locataire.

Au demeurant, étant donné la diversité du système bancaire suisse et les nombreux risques d'abus, il ne serait pas possible, à moins de mettre sur pied un vaste appareil de contrôle, de limiter l'indexation à l'épargne, ainsi que le propose M. Ziegler.

Donc, la solution proposée, je le regrette, ne permet pas de sortir du dilemme. Le moyen le plus efficace de protéger les petits épargnants est de lutter contre l'inflation d'une manière générale. C'est dans ce sens qu'il faut apprécier les efforts du Conseil fédéral et de la Banque nationale, qui tendent à exercer une influence modératrice sur le taux d'intérêt des marchés monétaires et financiers. Comparés aux taux étrangers les résultats sont tangibles. Je regrette de me trouver pour une fois plus à droite que M. Giscard d'Estaing et de laisser, pour un instant au moins, M. Ziegler aux côtés des banquiers de Genève et de M. Lang, mais je ne puis que m'opposer au postulat.

Le président: Le Conseil fédéral refuse le postulat.

Abstimmung – Vote

Für Annahme des Postulates
Dagegen

26 Stimmen
59 Stimmen

12 020

Motion Schmid-St. Gallen.

Finanzhaushaltgesetz. Kosten-Nutzen-Untersuchungen

Loi sur les finances de la Confédération. Analyses coût-bénéfice

Wortlaut der Motion vom 11. Juni 1974

Das Finanzhaushaltgesetz soll durch die Vorschrift ergänzt werden, wonach für geeignete Vorhaben von erheblicher finanzieller Bedeutung Kosten-Nutzen-Untersuchungen durchzuführen sind. Der Bundesrat wird beauftragt, zuhanden der Bundesversammlung so rasch als möglich eine entsprechende Vorlage auszuarbeiten.

Texte de la motion du 11 juin 1974

Il importe de compléter la loi sur les finances de la Confédération par une disposition prévoyant que des analyses coût-bénéfice seront élaborées chaque fois que la portée financière d'un projet l'exigera. Le Conseil fédéral est donc chargé de préparer aussi rapidement que possible un projet dans ce sens à l'intention de l'Assemblée fédérale.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Akeret, Albrecht, Alder, Allgöwer, Auer, Bächtold-Bern, Baumann, Baumgartner, Biel, Binder, Bircher, Birrer, Blunschy, Bonnard, Bratschi, Breitenmoser, Brosi, Bürgi, Canonica, Carruzzo, Cavelti, Cevey, Chopard, Cossy, Degen, Diethelm, Dürr, Dürrenmatt, Duvanel, Eibel, Eisenring, Eng, Etter, Flubacher, Franzoni, Frey, Ganz, Gassmann, Gautier, Girard, Glasson, Grass, Grünig, Gugerli, Hagmann, Haller, Hayoz, Hofer-Flawil, Hofmann, Jaeger-St.Gallen, Kaufmann, Keller, Ketterer, Kloter, Koller Arnold, Lardelli, Lehner, Letsch, Leutenegger, Marthaler, Masoni, Meier Josi, Meier Kaspar, Meyer Helen, Muff, Müller-Luzern, Müller-Balsthal, Müller-Bern, Nanchen, Nauer, Nef, Oehler, Primborgne, Rasser, Reiniger, Renschler, Richter, Riesen, Rippstein, Roth, Rother, Rubi, Sahlfeld, Schaffer, Schalcher, Schaller, Schmid Arthur, Schmitt-Genf, Schnyder, Schuler, Schwarz, Schwendinger, Speziali, Spreng, Stadler, Stich, Suter, Tanner, Thalmann, Tissières, Trottmann, Tschäppät, Uchtenhagen, Ueltschi, Villard, Vollenweider, Wagner, Waldner, Waldvogel, Weber-Altdorf, Weber-Schwyz, Weber-Arbon, Welter, Widmer, Wyer, Wyler, Ziegler-Genf, Ziegler-Solothurn, Zwygart (119)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Als Definition der Kosten-Nutzen-Analyse sei stellvertretend für viele die Formulierung von E. Buschor und H. Schneider (Möglichkeiten und Grenzen der Kosten-Nutzen-Analyse, in «Wirtschaft und Recht 1972», S. 110) angeführt: «Die Kosten-Nutzen-Analyse ist ein Verfahren zur wertmässigen Beurteilung der Wünschbarkeit von Projekten, bei denen ein langfristiges und umfassendes Einbeziehen aller relevanten Erträge, abzüglich aller Kosten, vornehmlich durch die Ermittlung des Gegenwartswertes, angestrebt wird.

Es handelt sich somit um eine Wirtschaftlichkeitsrechnung der öffentlichen Hand. Grundsätzlich gilt: Eine Rechnung verdient immer den Vorzug vor nicht auf quantitativen Überlegungen beruhenden Voraussetzungen. Der Unterschied zu einer betriebswirtschaftlichen Kostenrechnung besteht darin, dass eine Kosten-Nutzen-Untersuchung auch die «externen Effekte» berücksichtigt. Wir unterscheiden externe Kosten und externe Erträge. Externe Kosten sind Kosten, die nicht von den Verursachern übernommen werden. So stellt etwa der Ersatz von umtauschbaren Getränkeflaschen durch Wegwerfflaschen eine Umwandlung von betriebswirtschaftlichen Kosten in externe Kosten dar, weil die Kosten der Bearbeitung der leeren Flaschen nicht mehr der Unternehmung anfallen, die das Produkt verkauft, sondern der öffentlichen Hand (Kehrichtverwertung). Externe Erträge sind Erträge, die Dritten ohne die Entrichtung eines entsprechenden Entgeltes zufallen und vielfach zum eigentlichen Projekt keinen direkten Bezug haben. Ein Beispiel ist die Landwertsteigerung als Folge einer besseren Verkehrserschliessung, sofern keine Mehrwertbeiträge erhoben werden.

Die Durchführung der Kosten-Nutzen-Untersuchung erfordert eine enge Zusammenarbeit zwischen (politischem) Auftraggeber und Kostenrechner, weil recht schwierige Annahmen zu treffen sind, die sich rein objektiv nicht festlegen lassen. Am Anfang steht der politische Auftrag, die Analyse vorzunehmen. Diesen Auftrag haben die mit der Durchführung betrauten Personen in eine «ökonomische Sprache» zu übersetzen. Diese «Oekonomisierung» geht von dem mit dem Investitionsvorhaben angestrebten Ziel aus (Beispiel für ein Verkehrsprojekt: Bewältigung eines prognostizierten Transportvolumens).

Gestützt darauf sind die zu berücksichtigenden Kosten- und Ertragskategorien festzulegen. Soweit es sich um betriebswirtschaftliche Kosten und Erträge handelt, ist deren Ermittlung relativ einfach. Schwieriger ist der Einbezug der externen Kosten und Erträge. Die Quantifizierung etwa von Lärmeinflüssen, Sichtbehinderungen, Luftverunreinigungen oder Landesverteidigungsaspekten kann nur in enger Zusammenarbeit mit dem politischen Auftraggeber erfolgen, weil eine subjektive Komponente hier nicht zu vermeiden ist. Dasselbe gilt für die Festlegung des Diskontsatzes und der zu berücksichtigenden Zeit. Die Diskontierung ist eine Umkehrung der Zinseszinsrechnung. Sie dient dazu, künftig anfallende Kosten und Erträge auf den heutigen Zeitpunkt «abzuzinsen». Es leuchtet ein, dass die Gegenwartswerte stark vom gewählten Diskontsatz abhängen. Die zu berücksichtigende Zeit hängt davon ab, wie lange man annimmt, dass das geplante Vorhaben Kosten verursacht und/oder Erträge abwirft, d. h. von der mutmasslichen Lebensdauer der Investition. Je nach angenommener Zeit kann der Gegenwartswert stark variieren. Der Kosten-Nutzen-Analytiker tut daher gut daran, sogenannte Sensibilitätstests durchzuführen, mit denen er den politischen Auftraggeber auf Resultatunterschiede bei unterschiedlichen Annahmen hinweisen kann.

Der Hauptvorteil der Kosten-Nutzen-Untersuchung besteht darin, dass man gezwungen wird, sich intensiv mit allen Teilfragen zu beschäftigen. Daher kann später, bei der Vertretung des Vorhabens im politischen Raum, überzeugender argumentiert werden, denn die Kosten-Nutzen-Untersuchung vermag Stärken und Schwächen eines Vorhabens blosszulegen wie kaum ein anderes Verfahren. Das ist in der heutigen Zeit der Finanzknappheit des Bundes besonders wichtig, wenn auch zuzugeben ist, dass mit einer Kosten-Nutzen-Untersuchung ein politischer Entscheid nicht «ausgerechnet» werden kann.

Kosten-Nutzen-Untersuchungen werden auch in der Bundesrepublik Deutschland durchgeführt. So schreibt das Gesetz über die Grundsätze des Haushaltrechts des Bundes und der Länder (vom 19. August 1969) in Paragraph 6 Absatz 2 vor:

«Für geeignete Massnahmen von erheblicher finanzieller Bedeutung sind Nutzen-Kosten-Untersuchungen anzustellen.»

Solche Untersuchungen sind in unserem nördlichen Nachbarland seither für grosse Investitionsvorhaben durchgeführt worden. So wurde eine Kosten-Nutzen-Rechnung angestellt über die Herstellung eines Wasserstrassenanschlusses an das Saarland. Eine weitere Kosten-Nutzen-Rechnung betraf die Beurteilung der Investitionen im Fernreiseverkehr der Deutschen Bundesbahnen und im Luftverkehr der Bundesrepublik Deutschland bis 1980.

Mein Motionstext lehnt sich bewusst an das erwähnte deutsche Gesetz an, obwohl diese Fassung nicht ganz problemlos ist. Es wird sich vor allem die Frage stellen, welche Vorhaben geeignet und von erheblicher finanzieller Bedeutung sind. Doch es steht dem Bundesrat frei, eine rechtlich verbindlichere Fassung vorzuschlagen. Der Gesetzeszusatz sollte ferner so formuliert werden, dass auch Weiterentwicklungen der Kosten-Nutzen-Analyse angewendet werden können.

Denn obwohl die Kosten-Nutzen-Untersuchung erst seit knapp zehn Jahren propagiert und angewendet wird, hat sie bereits Weiterentwicklungen erfahren. Der Umstand, dass die Quantifizierung in monetären Grössen nicht durchweg möglich ist, hat zur Kosten-Wirksamkeits-Analyse geführt. Durch sie werden die Ertragsgrössen nicht in der monetären, sondern in der physischen Dimension den Kosten gegenübergestellt. Beispiele solcher physischer Dimensionen sind die Feuerkraft pro Soldat oder die Anzahl Spitalbetten pro 1000 Einwohner.

Eine Weiterentwicklung stellt ferner das im Verteidigungsdepartement der USA aufgekommene und später auch im zivilen Bereich der amerikanischen Bundesverwaltung angewandte Planning-Programming-Budgeting-System (PPBS)

dar. Mit diesem Verfahren werden Zielsetzungen eines Programmes abgeklärt, dann alternative Outputs formuliert und deren Kosten ermittelt. Nachher wird mit einer Kosten-Nutzen-Analyse jenes Programm ausgewählt, welches die günstigste Relation zwischen Kosten und Ergebnis aufweist. Gestützt darauf werden die relevanten Ausgaben ermittelt und das jährliche Budget abgeleitet. Dieses Verfahren scheiterte indessen am Widerstand der Verwaltung, denn es erhöhte den Konfliktbereich innerhalb der Verwaltung, weil es dauernd die gesamte Ausgabenstruktur in Frage stellt.

Trotzdem wird interessant sein, was der Bundesrat zum Vorschlag von Professor René L. Frey (Basel) sagt, der anscheinend im Einvernehmen mit der Eidgenössischen Finanzverwaltung kürzlich ein Planning-Programming-Budgeting-System vorgestellt hat, in dem die Kosten-Nutzen-Analyse durch eine Zielerreichungsmatrix ersetzt wird. In ihr werden die einzelnen Alternativen nach verschiedenen Kriterien ihrer sachlichen Priorität (Wichtigkeit), zeitlichen Priorität (Dringlichkeit) und ihrem Träger (Staat oder Private einerseits, Bund, Kantone oder Gemeinden andererseits) beurteilt.

Zusammenfassend ist festzuhalten, dass meine Motion den Bund in rechtlich so konkreter Formulierung wie möglich zu Wirtschaftlichkeitsrechnungen verpflichten soll, dass aber Weiterentwicklungen der Kosten-Nutzen-Untersuchungen ebenfalls angewandt werden können.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates

Rapport écrit du Conseil fédéral

Wie der Motionär mit Recht ausführt, handelt es sich bei der Kosten-Nutzen-Analyse um eine Wirtschaftlichkeitsrechnung der öffentlichen Hand, die im Unterschied zu einer betriebswirtschaftlichen Kostenrechnung die nicht rein monetären sowie die externen Kosten und Erträge einbezieht. Gerade bei den öffentlichen Aufgaben haben ausserökonomische Momente und externe Effekte ein besonderes Gewicht, während sich die privatwirtschaftliche Wirtschaftlichkeitsrechnung auf die Berücksichtigung der direkten monetären Grössen beschränken kann. Die Auswahl der zu berücksichtigenden externen Effekte – selbst die umfassendste Kosten-Nutzen-Analyse wird nicht sämtliche externen Effekte berücksichtigen können – und die Quantifizierung nicht monetärer Grössen, wie etwa von Lärmeinflüssen, Sichtbehinderungen, Luftverunreinigungen, aber auch von Vor- oder Nachteilen ästhetischer Natur, sind eminent politische Entscheide, deren Richtigkeit sich nicht exakt nachweisen lässt. Es ist daher nur bedingt richtig, wenn der Motionär ausführt, die Kosten-Nutzen-Untersuchung vermöge Stärken und Schwächen eines Vorhabens blosszulegen. Die Methode selbst gibt keine Gewähr dafür, dass die wirklich relevanten externen Effekte erkannt und quantifiziert werden. So hat, wie in dem vom Motionär zitierten Aufsatz von Buschor und Schneider «Möglichkeiten und Grenzen der Kosten-Nutzen-Analyse», «Wirtschaft und Recht 1972», Seite 125, ausgeführt wird, die Kosten-Nutzen-Analyse über die Rhein-Rhone-Schiffahrt die ausserökonomischen Umwelteinflüsse nicht einbezogen. Ferner darf die Gefahr nicht übersehen werden, dass die in der Quantifizierung der ausserökonomischen Effekte steckenden politischen Bewertungen nicht als solche erkannt werden.

Endlich eignet sich die Kosten-Nutzen-Analyse so wenig wie das vom Motionär ebenfalls erwähnte Planning-Programming-Budgeting-System (PPBS) dazu, Hauptfunktionen zu optimieren, d. h. zu untersuchen, ob beispielsweise in vermehrtem Masse Nationalstrassen auszubauen oder aber AHV-Renten zu erhöhen seien. Die Schwergewichte der Wirtschaftlichkeitsuntersuchungen nach den verschiedenen Methoden liegen vielmehr im Bereich der Beurteilung und des Vergleiches konkreter Einzelprojekte (so auch Buschor/Schneider I. c. 135).

Es kommt dazu, dass Kosten-Nutzen-Analysen in den meisten Fällen in zeitlicher oder personeller Hinsicht so auf-

wendig sind, dass sie nur in Ausnahmefällen vollständig durchgeführt werden können. Besondere Schwierigkeiten bietet dabei die unerlässliche ständige Verbindung mit der politischen Instanz, die zuständig ist, die Werturteile zu fällen und zu quantifizieren, die im Rahmen einer Kosten-Nutzen-Analyse unumgänglich sind.

Der Motionär, der sich weitgehend auf die erwähnte Studie von Buschor und Schneider stützt, die damals Mitarbeiter der Eidgenössischen Finanzverwaltung waren, will richtigerweise die Durchführung von Kosten-Nutzen-Untersuchungen nur für geeignete Vorhaben von erheblicher finanzieller Bedeutung vorschreiben. Dazu bedarf es aber keiner Aenderung des Bundesgesetzes über den Finanzhaushalt. In der Tat verpflichtet das Gesetz bereits in der geltenden Fassung die Bundesversammlung, den Bundesrat und die Verwaltung, den Finanzhaushalt nicht nur nach dem Grundsatz der Gesetzmässigkeit, sondern auch nach denen der Dringlichkeit sowie der Wirtschaftlichkeit und Sparsamkeit zu führen (Art. 2 Abs. 1 FHG). Die Botschaft führt dazu aus, der Grundsatz der Dringlichkeit betone die Auswahlfunktion. Da die öffentlichen Mittel nie ausreichen, um alles gleichzeitig zu unternehmen, müssten auf allen Stufen Dringlichkeitsordnungen geschaffen werden. Es müsste immer wieder entschieden werden, was unter den gegebenen Umständen den Vorrang verdiene. Der Grundsatz der Wirtschaftlichkeit und Sparsamkeit wolle Verwaltung, Bundesrat und Parlament auf eine ökonomisch-kritische Haushaltsführung verpflichten. Es gelte nicht nur, sich dauernd zu entscheiden, welchen Aufgaben der Vorrang gebühre, sondern auch, wieviel auf sie verwendet werden könne und wie sie mit dem günstigsten Verhältnis von Aufwand und Wirkung erfüllt würden. Artikel 32 Absatz 3 des Gesetzes endlich verpflichtet das Finanz- und Zolldepartement, zuhanden des Bundesrates alle Vorlagen mit finanziellen Auswirkungen auf ihre Wirtschaftlichkeit sowie auf ihre finanzielle und konjunkturpolitische Tragbarkeit zu prüfen. Wie die Botschaft dazu ausführt, hat sich die Prüfung auf alle finanz- und wirtschaftspolitisch wesentlichen Aspekte zu beziehen.

Die Pflicht zu einer ökonomisch-kritischen Prüfung der Projekte nach Aufwand und Nutzen im Sinne einer gesamtwirtschaftlichen Betrachtung ist mithin geltendes Recht. Seit langem werden denn auch Kosten-Nutzen-Ueberlegungen angestellt bei der Vorbereitung neuer Vorhaben. Es wurden auch bereits mehrfach eigentliche Kosten-Nutzen-Analysen angestellt, namentlich beim Militärdepotement (Rüstungsvorhaben, Wirtschaftlichkeitsuntersuchungen über Betrieb und Unterhalt), aber auch in zivilen Bereichen wie z. B. bei der Planung von Nationalstrassenabschnitten. Schwierigkeiten bereitet somit nicht der Grundsatz, sondern seine praktische Anwendung, eben weil derartige Analysen in zeitlicher und personeller Hinsicht sehr aufwendig sind und wegen des ausschlaggebenden Einflusses politischer Bewertungsfragen. Der Bundesrat geht indessen mit dem Motionär einig, dass für geeignete Massnahmen von erheblicher finanzieller Bedeutung weiterhin Nutzen-Kosten-Untersuchungen anzustellen sind. Er pflichtet dem Motionär auch darin bei, dass die heutige Zeit der Finanzknappheit des Bundes nach einer noch strengeren Prüfung der Kosten-Nutzen-Frage ruft. Im Rahmen der personellen, finanziellen und zeitlichen Möglichkeiten wird er der Prüfung dieser Frage besondere Beachtung schenken. In diesem Sinne ist er bereit, die Motion als Postulat entgegenzunehmen. Eine Aenderung des Gesetzes ist zu ihrer Erfüllung, wie erwähnt, nicht erforderlich.

In diesem Sinne beantragt der Bundesrat, die Motion in ein Postulat umzuwandeln.

Schmid-St. Gallen: Ich halte an meiner Motion fest. Der Bundesrat ist mit mir weitgehend einig. Auch er vertritt in der schriftlichen Antwort ausdrücklich die Auffassung, für geeignete Vorhaben von erheblicher finanzieller Bedeutung seien Kosten-Nutzen-Untersuchungen durchzuführen.

Der Bundesrat stellt sich nun aber auf den Standpunkt, dazu sei eine Aenderung des Finanzhaushaltgesetzes nicht erforderlich. Es mag durchaus sein, dass man das Finanzhaushaltgesetz so auslegen kann, dass auch Kosten-Nutzen-Untersuchungen durchgeführt werden können. Das ist aber kein Argument gegen meine Motion. Mit der ausdrücklichen Verankerung des Grundsatzes, dass bei geeigneten Vorhaben von erheblicher finanzieller Tragweite Kosten-Nutzen-Untersuchungen durchzuführen sind, wollen wir den Bundesrat verpflichten, das auch wirklich zu tun. Wir wollen ihn ferner verpflichten, auch dort, wo er glaubt, das Vorhaben eigne sich nicht für eine solche Untersuchung, eine einlässliche Begründung in die Botschaft aufzunehmen, aus der hervorgeht, warum sich das Vorhaben nicht eignet. Zu einer solchen Begründung ist er nach geltendem Recht nicht verpflichtet.

Im übrigen ist die Umwandlung in ein Postulat auch sachlich falsch. Dadurch würde der Bundesrat beauftragt, zu prüfen, ob das Finanzhaushaltgesetz in der Weise geändert werden soll, dass für geeignete Vorhaben von erheblicher finanzieller Bedeutung Kosten-Nutzen-Untersuchungen durchzuführen sind. Dabei weiss der Bundesrat ganz genau, dass es da nichts mehr zu prüfen gibt. Der Bundesrat hat diese Frage anlässlich der Beantwortung meiner Motion geprüft. Er ist, wie ich, zum Schluss gekommen, dass es Vorhaben gibt, für die sich die Kosten-Nutzen-Analyse eignet. Vertritt aber der Bundesrat die Auffassung, das Finanzhaushaltgesetz solle nicht in dem von mir angestrebten Sinne geändert werden, so sollte er den Mut haben, die Motion abzulehnen. Ein Postulat hat hier wirklich keinen Sinn.

Noch eine Schlussbemerkung: Mein Vorstoss bezweckt nichts anderes als einen Beitrag daran zu leisten, dass jeder Franken, der noch in der Bundeskasse ist, so effizient wie möglich ausgegeben wird. Dass das Volk das wünscht, wissen wir spätestens seit dem letzten Sonntag. Ich darf wohl auch die Behauptung wagen, der Bundesrat hätte meine Motion angenommen, wenn die Beantwortung erst nach dem 8. Dezember erfolgt wäre. Jedenfalls könnten wir kaum auf viel Verständnis in der Bevölkerung hoffen, wenn wir zwei Tage nach dieser denkwürdigen Volksabstimmung einen Vorstoss ablehnen würden, der die wirtschaftlichere Verwendung der dem Bund anvertrauten Mittel bezweckt. Ich bitte Sie daher, die Motion anzunehmen.

M. Chevallaz, conseiller fédéral: J'attendais avec intérêt la réplique de M. le député Schmid. Comme vous avez pu le constater en lisant la réponse du Conseil fédéral à cette motion, dans l'ensemble nous approuvons ces évaluations coût-bénéfice. Les scrupules que nous avons, c'était le temps et le personnel qu'exigent de telles analyses et l'influence que peuvent exercer sur elles les options politiques.

Toutefois, en considérant les difficultés dans lesquelles nous sommes présentement et à la suite de la votation d'hier, nous ne reculons devant aucun moyen pour améliorer l'économie des finances fédérales et j'accepte la motion.

Le président: Le Conseil fédéral, contrairement à son rapport écrit, accepte la motion.

Angenommen – Adopté

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

12 090

Motion Franzoni. Teuerungsbekämpfung Lutte contre le renchérissement

Wortlaut der Motion vom 17. September 1974

Der Bundesrat wird beauftragt:

1. zum Zwecke des Abbaus der zu erwartenden Ausgabenüberschüsse beim Bund für die nächsten Jahre aus seinem Bericht über die Richtlinien der Regierungspolitik vom 13. März 1972 eine begrenzte Zahl zu erledigender Aufgaben in einer Prioritätenordnung bis zur Märzsession 1975 vorzuschlagen;
2. bei der Plafonierung der Kreditzuwachsrate und der Verpflichtung zu Haltung von Mindestreserveguthaben der Banken und bei der Schweizerischen Nationalbank trotz der Kreditbedürfnisse des Bundes festzulegen, dass sich die Geldmenge (Bargeldumlauf, Sichteinlagen, Quasi-Geld) im Rahmen des Wachstums des realen Bruttosozialproduktes entwickelt;
3. zum Zwecke der Deckung der zu erwartenden Defizite beim Bund sich nicht der Geldschöpfung, sondern – wenn erforderlich – wertgesicherter Anleihen mit kurzer Laufzeit und zu einem kleinen Zinssatz zu bedienen.

Texte de la motion du 17 septembre 1974

Le Conseil fédéral est chargé:

1. Afin de réduire les excédents de dépenses auxquels il y a lieu de s'attendre pour ces prochaines années, d'établir pour la session de mars 1975 un nombre limité de priorités dans la réalisation des principales tâches prévues dans les grandes lignes de la politique gouvernementale du 13 mars 1972;
2. De faire en sorte, dans le plafonnement des taux d'accroissement des crédits et dans l'obligation des banques de garder des réserves minimales auprès de la Banque nationale, que la masse monétaire (circulation fiduciaire, avoirs à vue, quasi-monnaie) se maintienne dans les limites de la croissance du produit national brut, et ce en dépit des besoins financiers de la Confédération;
3. De ne pas recourir, pour couvrir les excédents de dépenses prévisibles de la Confédération, à l'émission de monnaie, mais, si besoin est, à des emprunts indexés à faible intérêt et à court terme.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Albrecht, Binder, Breitenmoser, Carruzzo, Dürr, Egli, Hayoz, Hürlimann, Jelmini, Kaufmann, Koller Arnold, Meier Josi, Müller-Luzern, Paganini, Röthlin, Stadler, Tissières, Wyer (18)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Au vu de l'évolution récente de la conjoncture, il ne semble pas que le renchérissement doive aller en s'atténuant. Malgré la diminution de la demande dans différentes branches, on ne peut guère s'attendre à une réduction des dépenses. Ainsi faut-il, sur le plan des mesures économiques, envisager en premier lieu de briser la mentalité inflationniste. Une lutte efficace contre l'inflation est de nos jours d'autant plus nécessaire que des problèmes sociaux surgissent ensuite du renchérissement croissant, lesquels pourraient s'aggraver par la suite. Comme le montre d'ailleurs l'ajustement constant des rentes AVS au développement inflationniste, l'Etat court de plus en plus le risque de devoir supporter lui-même le coût de l'inflation.

La présente motion ne méconnaît pas que la Confédération, par ses arrêtés urgents concernant la lutte contre la surchauffe, a pris une série de mesures qui sont des contributions valables à la réduction du renchérissement.

Motion Schmid-St. Gallen. Finanzhaushaltgesetz. Kosten-Nutzen-Untersuchungen

Motion Schmid-St. Gallen Loi sur les finances de la Confédération. Analyses coût-bénéfice

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1974
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	10
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	12020
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	10.12.1974 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1810-1813
Page	
Pagina	
Ref. No	20 003 421

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.